

Direction de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

**ARRÊTÉ**

**22 AVR. 2020**

**du**

**portant prescriptions complémentaires à la société B. LIENHART SAS  
pour l'exploitation de ses installations situées 37 Route de Strasbourg à Boofzheim**

**La Préfète de la Région Grand Est  
Préfète de la Zone de Défense et de Sécurité Est  
Préfète du Bas-Rhin**

- Vu le code de l'environnement, notamment le titre 1<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) du livre V et les articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;
- Vu les actes préfectoraux autorisant la société B. LIENHART SAS à exploiter des installations de stockage de céréales sur son site situé 37 route de Strasbourg à Boofzheim, dont, notamment, l'arrêté préfectoral du 8 août 2018 ;
- Vu la déclaration de la société B. LIENHART SAS en date du 19 septembre 2019 relative à l'implantation d'une seconde presse à huile sur son site de Boofzheim ;
- Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 18 février 2020 ;

Considérant qu'au regard des éléments d'appréciation du dossier associé à la déclaration du 19 septembre 2019 susvisée, il apparaît que la création d'une seconde presse de production d'huile de soja ou colza par pressage à froid ne constitue pas une modification substantielle des installations du site, au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient, en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement et en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, d'actualiser les prescriptions applicables à l'exploitation des installations du site afin de prendre en compte le nouvel équipement d'extraction d'huile de soja ou colza classée à déclaration au titre de la rubrique n°2240 de la nomenclature des ICPE ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de la société B. LIENHART SAS ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Bas-Rhin,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

La société LIENHART SAS, dont le siège social est situé 37, route de Strasbourg à Boofzheim (67860), ci-après dénommée « *l'exploitant* », se conforme aux dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

### Article 2 – Nature des installations

A l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2018 susvisé, la 4<sup>ème</sup> ligne est abrogée et remplacée par la ligne suivante :

«

2240.B.2.b	<i>Extraction ou traitement des huiles (...) d'origine (...) végétale , (...), à l'exclusion des activités qui relèvent des rubriques 2631, 2791, 3410 ou 3642. B) Autres installations que celles visées au A, dont la capacité de production est : 2 - Autres installations : b) supérieure à 200 kg/j, mais inférieure ou égale à 10 t/j.</i>	<i>Unité d'extraction d'huile de soja ou colza par pressage à froid (2 presses).  Capacités de production : • huile de colza : 7,92 t/j • huile de soja : 5,6 t/j</i>	<i>Déclaration</i>
------------	--	---	--------------------

»

### Article 3 – Prescriptions particulières applicables à l'unité de production d'huile de soja ou colza par pressage à froid

a) L'article 4.1 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2018 susvisé est abrogé et remplacé par ce qui suit :

*« Les installations de l'extension de l'unité d'extraction d'huile de soja ou de colza par pressage à froid sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans la déclaration du 19 septembre 2019 susvisée et le dossier associé.*

*En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. »*

b) L'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2018 susvisé est abrogé et remplacé par ce qui suit :

*« L'unité de production d'huile de soja ou colza par pressage à froid, mentionnée au tableau de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté et relevant de la rubrique n°2240, est constituée des principaux équipements suivants implantés au sein du bâtiment existant entre les silos 1 et 2 :*

- équipements servant à l'approvisionnement et la préparation (nettoyage, émiettage, trituration) des graines de soja ou colza avant passage dans la presse à huile ;*
- 2 presses à huile constituée chacune d'une extrudeuse destinée à chauffer le produit par compression et d'une presse rotative permettant d'obtenir l'huile et les tourteaux de soja ou colza ;*
- 4 cuves de stockage (capacité unitaire 30 m<sup>3</sup>) de l'huile filtrée ;*
- équipements de préparation des tourteaux (refroidissement à contre-courant d'air frais), et d'entreposage en vrac (2 cases de 200 m<sup>3</sup> unitaire).*

*La capacité de production est de 5,6 tonnes par jour d'huile de soja et de 5,92 tonnes par jour d'huile de colza. »*

## Article 4 – Modalités d'exécution

### 4.1. Dispositions diverses

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables.

### 4.2. Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### 4.3. Mesures de publicité

Les mesures de publicité de l'article R.181-45 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

### 4.4. Sanctions

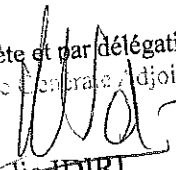
En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre I<sup>er</sup> du titre 7 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

### 4.5. Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Bas-Rhin, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, la société B. LIENHART SAS, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au Sous-Préfet de Sélestat-Erstein ;
- au maire de Boofzheim.

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation  
La Secrétaire Générale adjointe  
  
Nadia IDIRI

#### Délais et voie de recours

En application de l'article R181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG ( 31 avenue de la paix - BP 51038 – 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- 1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

